

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 10/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CARRIERE SAMIN DE JAS-DE-RHODES**

12, place de l'Iris  
Tour Saint-Gobain  
92400 Courbevoie

Références : D-0393-MRS-2024

Code AIOT (à rappeler pour toute correspondance): 0006401615

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2024 dans l'établissement CARRIERE SAMIN DE JAS-DE-RHODES implanté Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau. L'inspection a été annoncée le 25/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CARRIERE SAMIN DE JAS-DE-RHODES
- Lieu dit "Jas de Rhodes" 13170 Les Pennes-Mirabeau
- Code AIOT : 0006401615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Sables et MINéraux (SAMIN) exploite une carrière, au lieu dit "Jas-de-Rhodes", de dolomie ( $\text{MgCa}(\text{CO}_3)_2$ ) pauvre en fer, utilisée dans l'industrie du verre. L'installation comporte deux chaînes de production (60 % pour l'industrie du verre et 40 % pour les TP) :

- chaîne 1 « usine » pour la fabrication de produits sables fins, à partir d'un broyeur/concasseur, pour industries verrières ;
- chaîne 2 (ex-Lafarge) pour la fabrication de produits destinés au travaux public à partir d'un concasseur, 2 broyeurs et 1 crible.

#### Thèmes de l'inspection :

- les usages de l'eau et origine de l'eau consommée pour chaque usage,
- le suivi des consommations d'eau (compteurs, registre, le cas échéant déclaration GERE...),
- l'existence d'un plan de sobriété hydrique (PSH).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.1	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 9.2	Sans objet
3	Volumes d'eau prélevés	Autre du 08/02/2024, Pour information	Sans objet
4	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 9.2	Sans objet
5	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
6	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet
7	Mise en œuvre du PSH	Autre du 20/03/2023, communication DREAL	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection a été l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement majoritaire de ses eaux consommées.

En conséquence, celui-ci doit demander la provenance de son eau potable à son fournisseur d'eau. Les éléments de réponse devront être transmis à l'inspection des installations classées.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Cf. dispositions contenues dans le tableau de l'article concerné :  Aucun prélèvement n'est effectué dans les eaux superficielles ou souterraines. L'eau est prélevée sur le réseau AEP de la Société des eaux de Marseille, pour les usages industriels et domestiques. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement. L'eau est utilisée pour les besoins sanitaires, les installations et l'arrosage lié à l'abattement des poussières. L'utilisation d'eau pluviales non polluées est privilégiée dans les procédés de nettoyage des installations, d'arrosage des pistes et des stocks de produits ou de déchets non dangereux inertes, etc. Afin de limiter le plus possible la consommation d'eau, des dispositifs de brumisation ou équivalents sont privilégiés chaque fois que possible.
<b>Constats :</b>  La visite d'inspection a permis de faire le point sur l'usage de l'eau sur le site. L'eau provient du réseau AEP de la ville de Marseille (SAUR). L'eau intervient dans les étapes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- Usages sanitaires</li><li>- Arrosage des pistes pour abattement des poussières</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant demande à son fournisseur et transmet les masses d'eau relatives à l'origine de l'eau du réseau AEP de la SAUR.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Présence de compteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de prélèvement d'eau dans le réseau public est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée.
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de dispositifs de mesure totalisateur de type compteur situé à l'extérieur du site sur la voirie publique. L'exploitant suit le compteur lié au réseau AEP. Il accède via son fournisseur d'eau au volume consommé annuellement mais met en œuvre un suivi à fréquence inférieure (point de contrôle suivant).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit transmettre la facturation d'eau SAUR faisant apparaître le volume annuel prélevé durant les 3 dernières années.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Volumes d'eau prélevé**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 08/02/2024, Pour information
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté préfectoral ne prescrit pas une limite maximale de prélèvement d'eau.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'est pas soumis à une quantité maximale d'utilisation d'eau. Toutefois, des actions de réduction de la consommation sont menées, d'un point de vue environnemental et financier.  L'exploitant tient un registre dématérialisé des volumes mensuels suite à relevé mensuel du compteur d'eau.  Il en ressort une consommation annuelle de: 10 824m3 en 2020 14 227m3 en 2021 7 423m3 en 2022 8 147m3 en 2023  L'augmentation de l'année 2021 est liée à un nouvel arrêté préfectoral relatif à la gestion des poussières qui a conduit à un arrosage important des pistes. Des optimisations ont ensuite été mises en œuvre les années suivantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/12/2023, article 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation de prélèvement d'eau dans le réseau public est munie d'un dispositif de mesure totalisateur de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé périodiquement, au moins chaque trimestre. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.
<b>Constats :</b>  L'exploitant effectue un relevé mensuel du compteur d'eau.  Il renseigne ces relevés dans un registre qui a pu être consulté sur site par l'inspection.  Les relevés présentés en inspections remontent jusqu'à l'année 2018, soit une durée supérieure aux 5 ans imposés par son arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 ; [...]  Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an.  Volumes d'eaux rejetés : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées [...] Les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b>  L'exploitant saisit sa consommation d'eau dans la déclaration GEREP. Aucun volume n'est saisi concernant les eaux rejetées : - les eaux d'arrosage des pistes s'infiltrant dans le sol, - les eaux sanitaires sont rejetées dans une fosse septique.  L'inspection a pu consulter sur site, l'intégralité des déclarations faites par l'exploitant sous GEREP, celles-ci sont conformes aux données relevées dans le registre de suivi des prélèvements d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes  Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : <a href="https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire">https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire</a> La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.



<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas été concerné par l'alerte renforcée ou crise en 2023 et il n'a pas dépassé le seuil de prélèvement d'un volume de 10 000m<sup>3</sup> durant cette année 2023.</p> <p>La visite d'inspection a permis de rappeler à l'exploitant que le niveau de gravité de la zone qu'il doit suivre correspond à la zone géographique dont dépend son prélèvement majoritaire. Les informations sont disponibles sur le site internet VIGIEAU (<a href="https://vigieau.gouv.fr">https://vigieau.gouv.fr</a>)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Mise en œuvre du PSH

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 20/03/2023, communication DREAL</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, PSH</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les services de l'État ont tiré le retour d'expérience de l'épisode de sécheresse de l'année 2022 en préparation de l'été 2023. Il en sera de même pour la préparation de l'été 2024.</p> <p>Le cadrage régional pour l'été 2022 a été maintenu pour l'été 2023 avec des réductions demandées pour les usages économiques de 20 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte », de 40 % des prélèvements au niveau de gravité « alerte renforcée » et des dispositions plus contraignantes pourront être prises par arrêté préfectoral en cas de crise. Ces éléments sont présentés sur le site internet de la DREAL PACA. Ils seront maintenus en 2024.</p> <p>Des adaptations à ces réductions forfaitaires sont prévues pour les usages industriels dans 2 cas :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'établissement dispose de restrictions déjà prescrites dans un arrêté préfectoral conduisant à une diminution effective selon les niveaux de gravité de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation prévaut alors.</li> <li>2. L'établissement a mis en place un plan de sobriété hydrique (PSH) dont le contenu est défini par l'inspection des installations classées. L'établissement devra notamment définir, dans le PSH, des mesures quantifiées de diminution de ses prélèvements pour chaque niveau d'alerte.</li> </ol> <p>Vous trouverez en PJ de ce mail la trame du PSH établie par l'inspection des installations classées, également disponible sur le site internet de la DREAL PACA.</p> <p>Pour tout établissement désireux d'entrer dans le cas d'adaptation n°2, le PSH sera élaboré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées (IIC) au plus tôt.</p> <p>L'IIC sera amenée à vérifier lors d'inspections le respect des mesures de l'arrêté cadre sécheresse et, le cas échéant, d'examiner le contenu du PSH.</p> <p>Le préfet pourra décider de lever cette adaptation (n°2) s'il considère que les mesures de réduction, en période de sécheresse, proposées dans le PSH sont insuffisantes.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a mis en œuvre un plan de sobriété hydrique (PSH).</p> <p>L'exploitant indique qu'il est en discussion commerciale et technique afin d'étudier la faisabilité de réduire sa consommation d'eau pour l'arrosage des pistes en utilisant des enzymes. Une section test va être mise en œuvre prochainement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>